



Grenoble, le 27 mars 2020

## Déclaration liminaire de l'UNSA-Education au CTSD du 27 mars 2020

**Madame la directrice académique,**

**Mesdames et messieurs les membres du CTSD,**

C'est dans un contexte très particulier que se déroule ce CTSD avec l'épidémie de coronavirus et le confinement généralisé pour tenter d'en atténuer les effets. Nous vous remercions ainsi que vos services d'avoir préparé et maintenu cette instance qui revêt une importance certaine pour nos collègues du second degré qui participent au mouvement intra.

Sur l'évènement en cours, si l'exécutif n'est pas responsable de l'épidémie et qu'il n'est pas le moment de faire le bilan de sa gestion de la crise sanitaire, il a la responsabilité d'avoir auparavant mis la société dans un état de tension qui rend aujourd'hui plus difficile l'unité nationale pourtant nécessaire.

Il ne lui est pas possible de faire machine arrière. En revanche, il doit aujourd'hui faire preuve d'un maximum d'esprit de consensus et veiller à ne heurter personne. Cela vaut aussi pour l'Éducation nationale. Le ministre s'exprime beaucoup. Il s'adresse à toute la société, notamment aux parents d'élèves, et c'est son rôle. Ce faisant, il s'adresse aussi à tous les personnels. **L'UNSA Education** lui demande de ne pas faire aux premiers des promesses qui seraient intenable pour les seconds. Elle lui demande également de reconnaître l'engagement des enseignants, CPE et PsyEN, de les assurer de son soutien et de cesser toute pression médiatique notamment concernant la continuité pédagogique.

Les personnels du Service public d'éducation relèvent le défi qu'impose cette crise sanitaire et sont déjà sous tension entre accueil des enfants de soignants, suivi de leurs élèves et garde de leurs propres enfants. Il faut veiller à ne pas multiplier les annonces et les demandes, et tous doivent avoir la garantie qu'ils pourront souffler quand les vacances arriveront.

Concernant la préparation de rentrée 2020, **l'UNSA Education** accueille favorablement le solde positif de 12 postes alors qu'il était largement négatif en 2019 mais elle se questionne toutefois sur le redéploiement des moyens initialement prévus pour les collèges vers les lycées de l'académie comme annoncé en CTA et sur l'impact dans notre département.

Les mesures de carte scolaire sont nettement inférieures à celles de 2019 avec 24 contre 41 et nous ne pouvons que nous en réjouir. Toutefois, cela ne doit pas cacher la suppression effective de 51 postes au total. Nous notons aussi que 3 disciplines sont en soldes négatifs : les lettres classiques, l'allemand et la technologie, discipline déjà largement déficitaire sur notre académie.

En ce qui concerne les créations, sur les 63 postes ouverts, 28 d'entre eux - soit près de la moitié - sont des postes à complément de service. Nous renouvelons cette année encore notre sincère interrogation sur la pérennité de ces postes.

Dans le détail, si l'on considère les postes à compléments de service vacants et occupés, **l'UNSA Education** déplore la hausse de ceux de moins de 4h (36% pour la rentrée prochaine) mais accueille favorablement la diminution de ceux vers les lycées (-5%).

Nous nous inquiétons aussi dans certains établissements du nombre important de postes à CSD ou CSR : 6, 7, parfois 8 collègues concernés ! Nous rappelons donc aux services notre reconnaissance de leur souci de gérer des moyens en intégrant le facteur humain mais nous les alertons cette année encore sur les conséquences d'une politique de restriction budgétaire avec des dotations toujours plus importantes en heures supplémentaires : plus d'heures supplémentaires, plus de compléments de services, moins de continuité pédagogique, plus de risques psychosociaux. L'équation n'est pas à l'équilibre...

Merci de votre attention,

***Pour l'UNSA Education 38***

***Sophie DESCAZAUX***

***Stephan AMOZIGH***